ÉCONOMIE EN LIBERTÉ

COLLECTION DIRIGÉE PAR

JACQUES ATTALI

MAITRE DES REQUÊTES AU CONSEIL D'ÉTAT
MAITRE DE CONFÉRENCES A L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

MARC GUILLAUME

PROFESSEUR D'ÉCONOMIE A L'UNIVERSITÉ PARIS IX
MAITRE DE CONFÉRENCES A L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

capitalismes fin de siècle

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

ROBERT BOYER

AVEC LA COLLABORATION DE

MICHEL AGLIETTA, HUGUES BERTRAND
RICARDO HAUSMANN, ALAIN LIPIETZ
GUSTAVO MARQUEZ, JACQUES MISTRAL
CARLOS OMINAMI

économie en liberté

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE Avril 1986

7

le kaléidoscope des « sud »

ALAIN LIEPIETZ

Les premiers chapitres de ce livre se sont attachés à l'étude du régime d'accumulation et du mode de régulation dans les Etats-Nations pris individuellement. Ce choix relève d'un parti pris méthodologique, quasi polémique : on a trop tendance à partir d'un « mode de production mondial » et à en spécifier le déploiement dans chaque pays en fonction de sa place dans le « système mondial ». L'importance que nous donnons aux facteurs internes, aux conflits, à leur résolution dans le cadre national au travers d'institutions garanties par un Etat plus ou moins souverain, se matérialise dans le choix de commencer par l'étude des Etats-Nations pour eux-mêmes, dans leur propre dynamique.

Cependant, comme vient de le rappeler J. Mistral, l'histoire du capitalisme est effectivement celle d'un processus de diffusion (par l'imitation ou par la violence) des rapports sociaux qui lui sont propres. Il existe donc une articulation hiérarchisée des formations économiques et sociales, un système international, qui se consolide en rapports structurels, d'ailleurs évolutifs. Se pose donc inévitablement la question : existe-t-il comme un « régime d'accumulation mondial », comme des formes de « régulation internationale »? Ce problème est abordé au chapitre précédent, qui étudie la compétitivité et la complémentarité relative des pays capitalistes en dedans de la ligne qui délimite l' « aire stratégique » d'un modèle de développement. Reste à poser la question du rapport entre le « dedans » et le « dehors », ou, selon des termes trop consacrés, entre le « centre » et la « périphérie ». La zone la plus inté-

ressante est bien évidemment celle de l' « entre-deux », dans la frange supérieure de ce que l'on appelle, pour faire bref, « Tiers Monde » ou tout simplement « le Sud ».

Cette tentative (nécessairement embryonnaire en l'état actuel des recherches) se heurte à deux grandes difficultés. Il n'y a d'abord aucune raison d'admettre que les différents pays du Tiers Monde soient régis par un régime d'accumulation semblable (et, en plus, semblable au modèle fordiste). Ensuite il n'existe pas de souveraineté internationale à laquelle s'adosseraient des formes de régulation d'un régime d'accumulation mondial. Pourtant, de très nombreux auteurs ont cru déceler des lois d'évolutions semblables, ou des formes de complémentarités systématiques entre le Nord et le Sud (un « système » économique mondial). En réalité, nous verrons qu'il n'existe que des logiques fragmentaires et instables de complémentarités très partielles.

1 / L'illusoire homogénéité du Sud

Le Sud s'est constitué dans l'histoire à travers divers avatars que l'on n'a eu que trop tendance à ramener à un paradigme excessivement homogène : celui de la « dépendance », coloniale d'abord, puis « primo-exportatrice » (spécialisation dans l'exportation de matières premières). Dans le courant des années 1960, la séparation entre ceux qui avaient réussi à s'insérer dans l'aire stratégique du fordisme et les autres acquis ainsi la dimension d'une barrière infranchissable — si ce n'est par la rupture avec le mode de production capitaliste. L'analyse historique aurait dû pourtant appeler à une certaine prudence : après tout, l'indépendance politique de l'Amérique latine est plus proche dans l'histoire de celle des Etats-Unis que de celle de la Nouvelle-Zélande, de l'unification allemande ou italienne, de la révolution Meiji... Et, de fait, certains pays d'Amérique latine avaient tenté et presque réussi l'imitation du modèle central. Il était donc bien imprudent de ranger à jamais dans le même sac la situation de l'Afrique (fraîchement décolonialisée), de l'Asie (à l'histoire si ancienne et complexe) et de ces vieux pays indépendants.

Quand, dans la décennie soixante-dix, le « Centre » entra en crise et vit la croissance de son PIB chuter de 5,6 % l'an à 1,5 %, le Sud, qui

croissait déjà plus vite, entra dans un processus de différenciation rapide. Sans même prendre en considération la situation (elle-même fortement différenciée) des pays exportateurs de pétrole, on vit les « Nouveaux Pays Industrialisés »[1] maintenir leur croissance, et le reste du Tiers Monde ralentir légèrement la sienne, jusqu'à un complet éclatement de l'ex-« périphérie ».

Ces évolutions largement divergentes ne doivent pas nous surprendre, compte tenu de ce que nous savons de la crise actuelle. Il s'agit en effet de la crise d'un régime particulier (l'accumulation intensive centrée sur la consommation de masse, avec régulation monopoliste, encore appelée *fordisme*) caractérisé par l'interaction entre la réorganisation du procès de travail et la croissance de la consommation de masse. Originaire de l'économie nord-américaine, le régime d'accumulation intensive s'est diffusé à l'échelle internationale d'une façon très inégale. La synchronisation entre les transformations des conditions de production et celles de la consommation qu'il requiert ne s'opéra que dans un nombre réduit d'économies capitalistes développées. La rupture de cette cohérence constitua donc un processus propre à ces pays. La détérioration générale des conditions de valorisation du capital qui en résulta y entraîna la perte progressive de cohérence de l'accumulation intensive, créant les conditions pour l'émergence d'une grande crise capitaliste, qu'accéléra la mise en phase des différentes économies développées à travers l'internationalisation des productions et des marchés.

Si l'on veut bien appeler ici par convention « périphérie » ces économies du Tiers Monde[2] qui, tout en étant dominées par le capitalisme de marché, n'avaient pu s'adapter au modèle fordiste, on comprend que la périphérie ne présentait pas *a priori* de raison d'entrer dans la *même* crise que le Nord. En revanche, son rapport au Nord ne pouvait qu'évoluer avec la crise, mais pas dans un sens prédéterminé ni homogène.

Les années 1980 marquent toutefois un revirement des principales tendances à l'œuvre dans les économies du Tiers Monde. Le rythme de la croissance marque en effet un net ralentissement dans les pays exportateurs de pétrole et même de véritables chutes dans les principaux exportateurs de produits manufacturés. En revanche, les tendances précédentes se maintiennent relativement stables aussi bien dans les pays à plus bas revenus que dans le groupe de pays qui, tout en étant des

exportateurs de pétrole, sont cependant moins dépendants des recettes pétrolières. Mais progressivement se généralise le poids de la contrainte d'endettement, qui remet en question les espoirs des années 1970, précipitant dans la misère et la mort d'anciens « laissés pour compte » (les Pays les Moins Avancés) comme des pans entiers des « officiellement miraculés » (les Nouveaux Pays Industrialisés).

Ainsi, la crise, qui vers 1980 frappe simultanément des économies du Tiers Monde bien différentes, n'apparaît pas, prioritairement, comme une crise endogène, à la façon des économies capitalistes développées. Ce qui n'empêche pas qu'elle puisse s'articuler avec des facteurs de blocage proprement internes, et engendrer ainsi des crises qui deviennent nationales. Inversement, on ne peut assimiler le décalage de dix ans entre l'ouverture de la crise au Nord et au Sud comme un simple « retard » au sein d'une crise unique : reste à rendre compte des nouveautés des années 1970.

Pour cela, nous ne pouvons pas nous satisfaire des théories classiques des rapports « Centre-périphérie », opposant un Nord exportateur de biens manufacturés et un Sud exportateur de bien primaires, le second « dépendant » des exigences du premier.

Cette théorie de la dépendance, elle-même héritière de la théorie marxiste et léniniste de l'impérialisme, devait son succès à sa pertinence apparente. D'abord, elle semblait, au moins jusque dans les années 1960, offrir une alternative plus vraisemblable à la thèse dominante de l'inéluctable alignement des pays « en voie de développement » sur ceux qui étaient simplement partis « avant eux » (thèse illustrée par W. Rostow (1963) au titre des « étapes de la croissance économique »). A cet optimisme apologétique, la thèse de la dépendance opposait que le succès des uns pouvait bien dépendre de l'insuccès des autres. En un mot, le « Centre » avait « besoin » du sous-développement de la périphérie : pour y écouler l'excédent de ses produits capitalistes manufacturés, pour y trouver à bas prix de la main-d'œuvre et les biens primaires.

Cette thèse correspond assez justement à ce que requéraient les pays centraux à l'époque de l'hégémonie britannique : celle d'une accumulation extensive sous régulation concurrentielle, c'est-à-dire sans ajustement régulé *a priori* de la croissance de sa demande interne sur l'élargissement des bases de la production[3]. Mais dès l'entre-deux-guerres, elle ne saisissait plus la spécificité du modèle fordiste qui se

cherchait encore. L'accumulation intensive au centre dégageait plus de richesses nouvelles que n'en procurait le « pillage » de formes d'exploitation « arriérées » de la périphérie, et l'institutionnalisation de la régulation monopoliste et de la consommation de masse y offrit, après 1945, bien plus de débouchés qu'on n'en pouvait attendre de la périphérie.

La thèse de la dépendance connut pourtant en plein cœur de la croissance fordiste le maximum de sa popularité, du fait de l'échec relatif, précisément, des politiques d'imitation du fordisme dans certains pays de la périphérie : ceux qui s'étaient lancés dans la politique de substitution aux importations, dans sa première version nationaliste, populiste et protectionniste. Il s'agissait, à l'abri de barrières douanières, d'accélérer l'industrialisation propre, en rompant avec l' « ancienne » division internationale du travail (biens primaires contre produits manufacturés). Les chapitres de ce livre consacrés au Chili et au Venezuela montrent pourtant la pesanteur, dans cet échec relatif, des causes internes (insuffisante transformation des relations sociales du travail, de la distribution des revenus, etc.). L'abandon de cette politique à la suite d'une série de coups d'Etat (1962 : Corée; 1974 : Brésil; 1973 : Chili) fit croire au contraire à une confirmation de la thèse de la dépendance. Le Chili, urbanisé, salarié de longue date, fut ramené au cas général des républiques bananières et des dictatures cotonnières...

2 / *Les « miracles » des années soixante-dix*

L'expérience de l'échec relatif de la politique de substitution aux importations, en particulier en Amérique latine dans les années 1960, avait ainsi laissé croire en l'inéluctable pérennité de la « vieille division internationale du travail ». Dans les années 1970, c'est le contraire qui se produit : la croissance manufacturière s'accélère dans de nombreux pays du Sud alors que la « désindustrialisation » frappe certains pays développés. Paradoxalement, la « non-maturation » du fordisme à la périphérie permit à celle-ci d'échapper, au moins provisoirement, à sa crise.

L'autonomie relative de la formation socio-économique, dans le cadre de l'Etat national, autorise alors certains pays du Tiers Monde à expé-

rimenter des régimes d'accumulation différents, s'articulant plus ou moins avec le fordisme central en crise. A tout le moins, cette articulation s'exprime par l'adoption quasi générale de ce modèle de développement comme « horizon indépassable »[4] : les normes de consommation, les formes d'industrialisation et même de modernisation agricole venues du Nord sont inconditionnellement prises pour référence par les élites des pays sous-développés, quelle que soit l'ancienneté de leur indépendance. Mais, contrairement au Nord, ces normes ne forment pas, ou pas encore, système, dans le cadre national. L'articulation avec un extérieur (en l'occurrence : le Nord) reste le contexte incontournable, que les stratégies mises en œuvre visent à s'affranchir, ou au contraire à s'inscrire plus positivement dans l'économie mondiale dominée par le Centre. Il en résulte une pluralité de *stratégies*, que l'on peut regrouper en *stratégies types*, lesquelles se combinent elles-mêmes en régimes d'accumulation bien plus variés et divergents que ceux du fordisme central.

A / LA VARIÉTÉ DES STRATÉGIES

Selon une typologie popularisée par Myint (1972), on peut distinguer trois grandes stratégies de développement.

• *La promotion des exportations traditionnelles*

Dans le cas du pétrole, ce fut l'évolution la plus spectaculaire du début de la décennie. A la faveur de tensions sur le marché dues au boom « en phase » des fordismes centraux en 1972-1973, et surtout dans un contexte d'affaiblissement de l'hégémonie politique des Etats-Unis, les pays exportateurs de pétrole récupérèrent la maîtrise de la fixation de la rente foncière pétrolière, c'est-à-dire de la part sur la valeur ajoutée mondiale que la propriété étatique de leur sous-sol les mettait en position de revendiquer. Dans la mesure où ce droit fut échangé contre des biens de luxe ou des matériels militaires, il n'y a pas de rupture avec l'ancienne division internationale du travail. Il en va de même quand les pétrodollars sont recyclés en investissement à l'étranger (directement ou sur le marché des capitaux : cas du Koweït). Il en va autrement quand ce pouvoir d'achat mondial est converti en biens d'équipement. On peut parler de promotion des exportations quand ces investissements s'effectuent dans la filière même de la matière première exportée. La pétrochimie saoudienne est aujourd'hui en passe de bouleverser la géographie mondiale de la chimie. Mais surtout la rente peut servir au financement des autres stratégies dont nous allons parler.

Ce cas du pétrole ne doit pas masquer d'autres « succès » moins spectaculaires, même si les tentatives de cartels analogues à l'OPEP échouèrent dans la plupart des cas. L'agriculture d'exportation elle-même connaît dans certains pays une profonde mutation avec l'adoption du modèle agro-industriel américain (soja brésilien, manioc thaïlandais). Certes, on retrouve là les formes traditionnelles de dépendance : germes sélectionnés, engrais, matériel agricole restent largement importés, et le capital lui-même est souvent extérieur. Mais la concurrence ne s'en fait que plus rude sur le marché mondial, et met en crise les compromis sociaux internes au Nord comme au Sud : le revenu agricole se trouve brutalement confronté aux critères de la compétitivité.

• *La substitution aux importations*

Si la version « nationaliste populiste » de cette stratégie s'était essoufflée dans les années soixante, si elle fut même répudiée dans certains pays qui s'adonnèrent à la désindustrialisation ultra-libérale prônée par les monétaristes (au Chili, en Argentine), elle n'a jamais cessé d'être pratiquée sous d'autres formes dans un nombre croissant de pays (y compris les dictatures brésilienne et coréenne), et la promotion d'exportations lui donna même un nouvel élan.

L'élément nouveau fut la prise en compte d'une particularité importante du fordisme : *la disjonction possible de segments de la même filière selon une hiérarchie des qualifications.* Les industries préfordistes se caractérisent en effet par l'unité d'un « métier » et d'une branche dans la division horizontale du travail. Certes, les branches sont inégalement complexes, et la stratégie traditionnelle de substitution aux importations commençait par les branches « faciles » (industries de consommation traditionnelles). Mais les principes tayloriens et fordiens d'organisation du travail, fondés qu'ils sont sur la séparation de la conception et de l'exécution, autorisent une segmentation verticale, *intrabranche*, des dispositifs productifs en trois niveaux, I : Conception-ingénierie, II : Fabrication qualifiée, III : Montage non qualifié (Lipietz, 1977). Ces niveaux présentent des exigences très diverses en matière de qualification de la main-d'œuvre et de capacité locale de maintenance. Dès lors apparaît la possibilité de substitution partielle

au sein d'une branche aux importations de produits finis. L'automobile, avec le montage des collections *Completely Knocked Down* importées, est particulièrement représentative de cette possibilité. Elle recoupe la volonté des firmes exportatrices du Nord de contourner les barrières douanières en installant sur place des « filiales-relais ». La stratégie de substitution aux importations s'appuie alors sur une législation en termes de « taux d'intégration » (rapport de la valeur des organes importés sur la valeur ajoutée localement) pour diminuer progressivement les importations intra-branches, et remonter la filière.

Certains pays, tels l'Algérie et partiellement le Brésil des « chantiers pharaoniques », désireux d'échapper plus rapidement à la dépendance selon la doctrine des « industries industrialisantes », poursuivirent une tactique exactement inverse : commencer par les industries de base[5] et finir par l'aval. Stratégie très coûteuse, qui consomme énormément d'investissements pour des effets sur le niveau de vie général extrêmement tardifs.

• *La substitution d'exportations*

Innovation la plus profonde des années soixante-dix, cette stratégie joue à fond de la propriété de segmentation des branches fordistes rappelée plus haut, et la combine avec la possibilité de mobiliser, au troisième niveau des branches les plus légères, c'est-à-dire sur les activités les plus intensives en main-d'œuvre sans qualification spéciale, une force de travail reproduite à très bas coût (par rapport aux normes de consommation du fordisme central), et même partiellement en dehors du salariat. Dès lors, la structure des exportations se renverse, au détriment des biens primaires, en direction de biens manufacturés à bas coût (habillement, électronique grand public ou composants), qui viennent concurrencer, et très durement, les exportations du Nord, sur ses propres marchés mais aussi dans le reste du Sud.

Le rapport entre cette stratégie et la précédente est extrêmement complexe. Ce qui les distingue, à première vue, est la nature de la demande sociale finale : interne dans le premier cas, externe dans le second cas. Mais ces demandes ne sont pas additionnables sans arbitrages délicats. La première suppose une croissance du pouvoir d'achat interne, la seconde implique une répression rigoureuse des hausses du coût salarial par unité produite qui pourraient compromettre la compétitivité. La première présente le risque d'une excessive sensibilité des

importations à la croissance interne, la seconde d'une excessive sensibilité des exportations à la croissance externe (ou au protectionnisme). La première vise un régime d'accumulation relativement autocentré (et à long terme semblable au fordisme central), la seconde se présente à la limite comme une délocalisation partielle d'établissements du régime central, greffés sur un rapport salarial différent. Ce qui nous amène à poser la question du rapport entre ces stratégies, au niveau interne comme au niveau international, bref, celle du régime d'accumulation.

B / DEUX « ÉLÉMENTS DE RÉGIME D'ACCUMULATION » NOUVEAUX

Dans la réalité concrète, la présence ou l'absence de ces trois stratégies se combina en régimes des plus variés (avec d'ailleurs pour certains pays des modifications importantes de ces combinaisons dans le cours même des années 1970). Il n'est pas question de proposer ici une typologie, même grossière, de ces régimes, et encore moins des modes de régulation correspondants. Toutefois, avant de revenir sur la pertinence des notions de « système mondial », il faut examiner même brièvement l'insertion de ces stratégies dans les régimes d'accumulation locaux.

Une stratégie d'industrialisation ne constitue pas en effet un régime d'accumulation. Par ce concept on a visé jusqu'ici l'articulation de la transformation des conditions de la production et des usages du produit au sein d'une formation sociale. Implicitement, un régime d'accumulation couvre donc toute la formation sociale : et ce fut le cas dans les pays centraux au sein des régimes fordistes, même si toutes les branches d'activités n'y étaient pas fordiennes — ni même à proprement parler capitalistes. Une stratégie ne forme régime d'accumulation que si l'on précise d'où viennent les moyens (financiers et matériels) de l'accumulation et comment elle trouve ses débouchés.

Or, les stratégies d'industrialisation du Tiers Monde sont loin de couvrir l'ensemble des activités de ces formations sociales, et leurs débouchés sont, au moins partiellement, présupposés externes à leur propre régime d'ensemble. On ne peut donc parler que *d'* « *éléments de régimes d'accumulation* », ou de « *logique* », s'articulant à d'autres logiques, au sein de la formation sociale nationale, d'une part, dans l'économie mondiale, d'autre part.

Les « NPI » se caractérisent par une combinaison, spécifique en fait à chaque cas considéré, des stratégies de substitution aux importa-

tions et de substitution d'exportation. On propose grossièrement d'identifier deux types de combinaisons, deux logiques (Lipietz, 1985).

— La « *taylorisation primitive* » consiste en la mise en œuvre de segments intensifs en main-d'œuvre déqualifiée des industries tayloriennes ou fordiennes, avec très faible législation sociale et très bas salaires, maintenus par des méthodes répressives (on pourrait tout aussi bien parler de « taylorisation sanguinaire »). Ces segments productifs requièrent peu d'investissement, tirent leur main-d'œuvre de formes de reproduction extra-capitalistes (paysannerie, patriarcat), et les produits trouvent leurs débouchés à l'extérieur, principalement dans le capitalisme central, mais aussi dans les pays et les composantes de régime d'accumulation du Sud régis par d'autres logiques.

— Le « *fordisme périphérique* » implique le passage à une mécanisation accrue et vise la conquête simultanée de *deux* marchés présupposés croissants : le marché extérieur et, par substitution aux importations et croissance des revenus internes, le marché national. On remarque que ce dernier modèle obéit effectivement à une logique fordiste transnationalisée. Mais, en tant que régime local, il reste « périphérique », en ce sens, tout d'abord, que, dans les circuits mondiaux des branches productives, les postes de travail et les productions correspondant aux niveaux de la fabrication qualifiée et surtout de l'ingénierie restent largement extérieurs à ces pays. D'autre part, les débouchés correspondent à une combinaison spécifique de la consommation des classes moyennes modernes locales, avec un accès partiel des ouvriers du secteur fordiste aux biens d'équipement des ménages, et des exportations vers le Centre (ou les classes moyennes des autres pays de la région) de ces mêmes produits manufacturés à bas prix. Ainsi, la croissance de la demande sociale (qui est une demande sociale *mondiale*), pour les biens durables des ménages notamment, est certes anticipée, mais elle n'est pas *institutionnellement régulée* sur une base nationale en fonction des gains de productivité des branches fordistes *locales*. Quant au financement, il peut être assuré par les revenus de stratégies plus anciennes (exportation de biens primaires, y compris en un sens le tourisme et l'immigration), ou par des flux de capitaux externes directement investis, ou empruntés (c'est en fait le cas très majoritaire).

Ces deux logiques, on le constate, présentent effectivement un double aspect : composantes (pas forcément exclusives, loin de là)

d'un régime d'accumulation interne, et composantes (minoritaires) du régime d'accumulation mondial. Ainsi, le Bangla-Desh, un des pays les plus pauvres du monde, est un redoutable exportateur textile : mais cette composante « taylorisation primitive » est noyée dans un océan de paysannerie régie par des rapports sociaux spécifiques et peu insérée dans le marché mondial. Réciproquement, une part croissante mais minoritaire de l'offre des biens de consommation traditionnels ou durables des pays centraux est assurée par les livraisons des nouveaux producteurs manufacturiers du Sud.

Soulignons par ailleurs que l'expérience a montré — au moins dans certains cas — qu'une formation sociale peut évoluer d'une logique dominante à l'autre dans des délais relativement courts. Les quatre grands NPI d'Asie, partis de la taylorisation primitive (où leur succède aujourd'hui une « deuxième génération »), évoluent vers des régimes plus proches du fordisme périphérique, et la Corée s'engage même de manière particulièrement dynamique dans une transition vers ce qui pourrait être l'aire stratégique d'un régime post-fordien. Toutefois, ces transitions sont extrêmement complexes et semées d'embûches qui ne tiennent pas toutes à la configuration internationale, et sur lesquelles il importe de revenir. La moindre n'est pas la contradiction entre l'héritage politique dictatorial et les aspirations à la démocratie et au syndicalisme libre que suscite le succès même de ces logiques.

Soulignons pour finir que ces éléments de régimes d'accumulation restent globalement très minoritaires (quant à la population concernée) au sein même du Tiers Monde. L'Afrique, la plus grande partie de la Chine et du monde indo-islamique en sont exclus. Plusieurs pays qui s'étaient engagés précocement dans l'industrialisation ont fait machine arrière (Argentine, Chili), d'autres engagés plus tardivement ont semblé exploser sous les tensions sociales qu'elle provoquait (Iran, Turquie). Au sein même de vastes Etats-Nations où l'on peut globalement identifier une logique de type « fordisme périphérique », peuvent coexister des régions fort proches de la place réservée au Sud dans l'ancienne division du travail, y compris par rapport aux régions les plus « fordiennes »[6] du même Etat-Nation.

C / UN MODÈLE RÉDUIT DE LA « PÉRIPHÉRIE ÉCLATÉE » : LE BRÉSIL

Parfaitement illustratif de cette nécessaire prudence est le cas du Brésil. Globalement, il s'agit d'un pays peu exportateur (9 % de son PIB en 1981, contre 39 % pour la Corée), et d'ailleurs plutôt exportateur de biens primaires (61 % de ses exports, contre 10 % pour la Corée). Mais concentrons notre attention sur le Sud-Est, et même sur le Grand São Paulo. Ce pôle représente, en 1980, 36 % de l'emploi manufacturier du pays, 46 % de la masse salariale, 40 % de la valeur ajoutée et des investissements industriels, 70 % de la valeur ajoutée des industries électriques et du matériel de transport, etc. (Kowarick et Campanario, 1985). Dans un pays où le salaire minimum est tombé, en termes réels et sur la base de l'indice 100 en 1959, à l'indice 45 en 1974 pour ne remonter qu'à 65 en 1982 (et rechuter avec la crise de l'endettement), le salaire de l'ouvrier semi-qualifié des industries de base ou fordiennes du Grand São Paulo atteint couramment 5 à 8 salaires minimum. Très logiquement, cette classe ouvrière, base du nouveau syndicalisme indépendant et du Parti des travailleurs, se bat sur les objectifs de l'institutionnalisation du rapport salarial fordien : 40 heures, indexation totale du salaire sur les prix et la productivité, reconnaissance d'une grille unique des classifications *(salario profissional)*, consolidation d'un véritable système de sécurité sociale, etc.[7]. Pour stabiliser ce rapport fordien, alors qu'elle est en permanence menacée d'être replongée dans le chômage et le secteur informel, submergée qu'elle est par l'afflux de prolétaires venus des autres régions s'entasser dans les favelas, elle n'hésite pas à exiger des conventions collectives par taille d'entreprises, comptant négocier des accords plus avantageux avec les véritables entreprises fordiennes, nationales ou multinationales, et s'en servir de base d'appui pour le reste du salariat.

En face, le capital industriel moderne a lui-même adopté une stratégie typique du fordisme périphérique. La transition démocratique négociée de 1985 représente, selon les mots de F. d'Oliveira (1985), « la victoire simultanée et convergente des deux forces principales de l'expansion capitaliste brésilienne, qui à certains moments étaient apparues comme des blocs adverses - les forces "nationalistes" qui faisaient de l'Etat un levier pour l'expansion d'un capitalisme retardé, et les forces "internationalistes" qui voyaient dans l'ouverture au capital extérieur l'unique voie de modernisation (...). Ces deux forces se conjuguent en une symbiose qui n'est que l'expression d'une économie nationale, qui est la huitième du monde mais qui dépend, technologiquement et financièrement, des relations internationales pour se développer ». Cette même symbiose permet la production des Ford Escort vendues en Europe, et des microprocesseurs pour la « réserve de marché » de la future informatique brésilienne. Et déjà, dans les zones industrielles des années 1960-1970 (la « zone ABC »), mais encore plus dans les villes satellites dédiées aux secteurs de haute technologie, Campinas ou São José dos Campos, s'expérimentent, sur le modèle japonais, processus automatisés et cercles de qualité.

Mais, des frontières de l'Amazonie aux plaines agraires du Rio Grande do Sud en passant par le vieux Nordeste, une paysannerie systématiquement expropriée, dépossédée même des deux hectares coutumiers qu'elle avait pu conserver dans les interstices du système latifondiaire, est engagée (dans 55 % des cas pour moins d'un salaire minimum saisonnier) dans l'agriculture d'exportation... vers l'extérieur, pour financer le remboursement de la dette, mais aussi vers l'élevage et l'industrie moderne du Sud-Est. Typique est le cas du sucre, maintenant peu orienté vers les marchés extérieurs saturés, et bien davantage, *via* le programme pro-alcool, vers les carburateurs nécessaires au mode de vie fordien des « classes moyennes » de Rio ou de São Paulo : chaque hectare de la zone sucrière du Nordeste nourrit ainsi la consommation annuelle de deux voitures! Et les favelas de Recife abritent un prolétariat féminin mis au régime de la taylorisation primitive dans de nouvelles usines textiles affranchies de toute législation sociale au nom des nécessités de l'exportation.

Deux tiers de la population brésilienne souffrent ainsi d'un déficit en calories et protéines. Il n'est même plus de l'intérêt du capital accumulé au Brésil d'assurer sa reproduction : l'armée de réserve est déjà plus que suffisante. On ne s'étonnera pas que la sécheresse de 1979-1983, prévisible et prévue, ait fait quelque 2,7 millions de morts : un centre de recherche lié à l'Eglise n'hésite pas à parler d'un « génocide programmé » (IBASE, 1984).

Ainsi, le modèle brésilien, loin de se réduire à un régime « excluant », exploitant de manière homogène un prolétariat famélique pour le seul profit de nouvelles classes moyennes internes et externes, présente une

incroyable variété de sous-régimes d'accumulation, utilisant toutes les différenciations interrégionales, sexuelles et bien entendu raciales du salariat, insérées à la fois dans l'ancienne et dans une nouvelle division internationale du travail, la première prenant même la forme d'une division interrégionale, et la seconde ne pouvant manquer de le faire à terme.

3 / *Existe-t-il quelque chose comme un régime d'accumulation Nord-Sud ?*

L'extrême variété des régimes d'accumulations auxquels en sont arrivés les pays de l'ex-périphérie ne suffit pas à écarter la question. Ces pays ont noué entre eux et avec le Nord des relations qui se sont certes révélées hautement instables depuis quinze ans, cela n'empêche pas que des firmes, des banques, des gouvernements, des organismes internationaux ont tablé sur la stabilité de certaines de ces relations pour concevoir des stratégies, des projets qu'ils supposaient cohérents malgré et à travers leurs concurrences. L'échec même de certaines stratégies d'autonomisation plaide pour la stabilité d'un ordre silencieux et faiblement évolutif. Les inflexions elles-mêmes ont semblé « faire système », au moins dans la plus grande partie des années soixante-dix. Peut-on alors parler d'une « nouvelle division internationale du travail », d'une « mondialisation » du capitalisme qui prendrait plus particulièrement la forme d'une internationalisation du fordisme, de ses branches productives, de ses marchés et de son financement? Nos réponses seront encore des appels à la prudence.

A / IL Y A UNE « ÉCONOMIE-MONDE » MAIS ELLE N'EST PAS UN ACTEUR

Les fresques historiques de F. Braudel (1980) et I. Wallerstein (1974-1980) nous ont rendu familière la notion d'économie-monde, avec son centre, foyer d'innovation, d'échanges marchands intenses, là où sont les marchés les plus riches, les centres de recherche, les capitales financières, puis, autour, des contrées « intermédiaires » ou « semi-périphériques » cantonnées dans les activités productives déjà

routinières avec un faible pouvoir d'innovation et des normes de consommation peu évolutives, et enfin les cercles successifs de la périphérie, simples sources de biens primaires, voire totalement marginalisés. Image hautement suggestive, description sans doute pertinente, mais qui *n'explique* ni la structure du champ ainsi décrit, ni la place occupée par chaque région ou nation dans le champ.

L'erreur serait alors de prendre le résultat pour une cause : il y aurait un centre, d'ailleurs mobile avec l'évolution du « capitalisme mondial » (autre sujet possible de l'histoire!) qui organiserait le reste du monde selon ses besoins. En réalité, il est bien vrai que des acteurs de pays centraux (gouvernements, banques, firmes) cherchent à faire valoir leurs intérêts dans le reste du monde. Mais, d'une part, ces intérêts sont eux-mêmes divergents, et leur compatibilité dépend du régime d'accumulation en vigueur (convient-il ou non qu'il y ait des établissements capitalistes exportateurs à la périphérie? convient-il ou non de faire crédit aux pays sous-développés pour qu'ils s'équipent?). D'autre part, ces intérêts ne prévalent que s'ils rencontrent ceux d'acteurs locaux en position de les imposer à la société locale (fût-ce en s'appuyant sur la force extérieure). Nous sommes ainsi renvoyés au régime d'accumulation et au mode de régulation de l'économie nationale. Le national va évidemment s'articuler au mondial selon des modalités qui — sauf crise, justement — doivent résulter en une certaine complémentarité : mais alors il s'agit bien d'un *résultat*, même si tout n'est pas *a priori* possible.

B / LES FIRMES TRANSNATIONALES NE SONT PAS NON PLUS LES CRÉATRICES DE LA « NOUVELLE DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL »

Si l'Economie-Monde n'est pas un (mauvais) sujet, les Firmes transnationales sont bel et bien des acteurs économiques. Peut-on dire qu'en répartissant leurs établissements dans différents types de nations, en fonction des niveaux de qualification et de salaire, elles ont créé une nouvelle division internationale conforme à la « tripartition fordiste » évoquée plus haut? Ce schéma est sans doute valable, à l'intérieur des pays centraux, au niveau interrégional (Lipietz, 1977). En revanche, les études réalisées auprès des firmes quant aux mobiles de leurs investissements dans les NPI[8] révèlent certes une importance croissante, dans la

délocalisation, de la recherche de bassins d'emploi à bas salaire, mais ce mobile reste loin derrière la conquête de marchés. Majoritairement, elles implantent des « *filiales relais* » dans de vastes marchés en expansion protégés par des barrières douanières, plutôt qu'elles n'y implantent des « *filiales ateliers* » en vue de la réexportation. En ce sens, la logique fordiste de couplage entre valorisation et réalisation conserve sa primauté (Madeuf et Ominami, 1984).

Naturellement, comme ces filiales relais importent du Centre outillage et ingénierie, le *résultat* concourt bien à la consolidation d'une division internationale du travail. Mais ce n'est pas le but des FTN, et ce résultat n'est pas principalement le fait de leur action. Si par exemple les FTN ont eu un grand poids dans le développement des industries fordistes au Brésil, ce ne fut pas la forme majoritaire de l'investissement industriel, ni au Brésil, ni surtout en Corée, et encore moins dans les pays qui se sont cantonnés dans le développement d'industries tayloriennes exportatrices. A l'investissement direct de firmes extérieures a succédé, dans les années 1970, un investissement sur initiative *locale*, les agents locaux de l'investissement allant chercher sur le marché international des capitaux bancaires les moyens du financement, et passant des accords de sous-traitance ou de commercialisation pour l'écoulement de leurs produits vers le Centre. La « dépendance externe » semble ainsi reproduite (on paie des intérêts au lieu de voir échapper les « profits rapatriés »), mais le mécanisme n'est pas du tout le même, et les oppositions d'intérêt ne s'expriment donc pas de la même façon.

Les agents principaux de la nouvelle industrialisation sont donc avant tout des agents locaux : les firmes locales, et surtout les Etats nationaux qui ont imposé ce modèle à leur société (et ont bien souvent créé ces firmes). Cela suppose une autonomie réelle de ces régimes politiques, non seulement par rapport aux masses travailleuses, mais aussi par rapport aux classes dominantes ayant partie liée au modèle précédent : donc, dans la plupart des cas, des dictatures (P. Salama, P. Tissier, 1982).

C / IL Y EUT POURTANT BIEN UNE « CONFIGURATION DU SUCCÈS » DE LA NOUVELLE INDUSTRIALISATION

Si ce n'est pas l'Economie-Monde qui a décidé de se retourner dans son lit, ni les Firmes transnationales qui ont remodelé le monde

en redéployant leur procès de travail sur le damier des pays inégalement développé, il reste que les luttes sociales internes et l'affrontement des projets d'industrialisation dont certains pays du Tiers Monde ont été le siège n'auraient pas débouché sur les mutations spectaculaires qu'ont connues les relations économiques internationales, si celles-ci ne s'étaient pas trouvées faire partiellement système. Outre les conditions locales, l'expansion des débouchés externes pour l'agro-business et les nouvelles industries du Sud était l'une des conditions du succès, l'autre était la disposition de liquidités internationales pour financer l'expansion de la production.

Or ces deux conditions se sont trouvées coprésentes dans la majeure partie des années 1970 du fait de la manière particulière dont le régime d'accumulation intensive résistait au Nord à sa crise, grâce à sa régulation monopoliste. Malgré le ralentissement des gains de productivité qui alourdissait progressivement le régime d'accumulation, malgré l'aggravation de la concurrence internationale qu'aiguisait encore la nécessité de payer la rente pétrolière, la croissance s'y est poursuivie « à crédit » jusqu'à la fin de la décennie. Les déficits publics s'ajoutaient aux déficits des entreprises pour financer l'accumulation et maintenir une demande des ménages, certes ralentie mais légèrement croissante. Les déficits étaient couverts par l'émission de monnaie de crédit, mais se traduisaient par des déficits commerciaux, au profit des pays de l'OPEP et de quelques pays développés exportateurs (le Japon rejoint par l'Allemagne). Ces pays amassaient donc des surplus commerciaux payés par une monnaie de crédit d'origine principalement américaine, les xénodollars accumulés par les banques. L'économie mondiale se trouvait ainsi sur-liquide, et la croissance se poursuivait : une gestion keynésienne de la crise, en somme, fondée sur l'anticipation d'une reprise spontanée.

Comme toujours, cette anticipation, par la demande suscitée et les moyens de paiement émis, créait les conditions de son autoréalisation[9]. Elle prit cette forme particulière : le développement de la production, avec accumulation à crédit, dans les NPI.

Ceux-ci mettaient en œuvre des processus productifs de types tayloriens ou fordiens dont la productivité se rapprochait assez vite du niveau atteint au Nord (et dont la croissance avait ralenti) pour que la différence du coût salarial entre Nord et Sud assurât un avantage compétitif aux NPI du Sud. La croissance du Nord, combinée à la conquête de parts de marché, assurait des débouchés apparemment

illimités pour cette production du Sud. Quant au financement des investissements correspondants, on pouvait se le procurer en empruntant aux banques (qui ne cherchaient que ça) les xénodollars recyclés. Enfin, cet argent était dépensé au Nord en achats de biens d'équipement professionnels, qui contribuaient à compenser le déficit du Nord vis-à-vis de l'OPEP.

Ce circuit n'était que partiellement dynamiquement bouclé : restait pour le Sud à payer ses dettes en exportant vers le Nord ou vers l'OPEP, mais la communauté bancaire internationale, les FMI, l'OCDE, l'*establishment* mondial en deux mots, jugeaient ce régime d'accumulation jouable. Car, pris comme un tout, il s'agissait bien d'un régime d'accumulation international, plus précisément une diffusion du fordisme dans la périphérie, analogue par certains aspects à la diffusion du fordisme américain vers l'Europe se relevant de ses ruines, trente ans plus tôt. Mais ici le prêt Marshall était remplacé par la combinaison d'un prélèvement forcé (par la rente pétrolière) et d'un recyclage vers les NPI assuré par les banques privées. Cette « régulation mondiale privée » (Madeuf, Michalet, Ominami, 1984), pour fragile qu'elle soit, contribua ainsi à la « configuration du miracle ».

D / IL EN RÉSULTA BIEN UNE « NOUVELLE DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL » SE SUPERPOSANT A L'ANCIENNE

La vieille division du travail opposait le Nord, producteur de produits manufacturés, au Sud, protecteur de biens primaires. Une division horizontale, entre branches d'activités, d'ailleurs très relative : le Nord a toujours produit une bonne partie de son alimentation, de son énergie, de ses matières premières. Qu'en reste-t-il ? Certes, les produits miniers qui n'existaient pas, ou pas assez, au Nord, restent l'apanage du Sud. Mais les matières premières pèsent de moins en moins dans une économie mondiale où prime la valeur ajoutée par le travail hautement qualifié. L'excès même de la rente pétrolière a suscité le développement de sources d'énergie substitutives (les importations françaises de pétrole ont été divisées par deux en dix ans). Surtout, le succès du modèle agro-industriel américain a renversé les flux d'échanges alimentaires mondiaux.

En revanche, la « tripartition » fordiste, intrasectorielle, se dessine

de plus en plus nettement entre le Nord et les Nouveaux Pays Industrialisés. Elle n'est pas, généralement, une partition entre établissements de firmes transnationales. Simplement, pour les niveaux de fabrication déqualifiée, ou de qualification banalisée, on produit de moins en moins au Nord pour exporter vers ces pays, de plus en plus dans ces pays pour exporter vers le Nord... ou le reste du Sud, par substitution au Nord.

Car cette nouvelle division du travail ne remplace pas la précédente : elle s'y *combine*. L'industrie de São Paulo équipe aujourd'hui les classes moyennes du secteur agro-exportateur traditionnel du Nordeste brésilien, mais aussi dans toute l'Amérique latine, celle de Corée inonde toute l'Asie et se répand en Afrique. Ces exportations « Sud-Sud » sont significativement plus capitalistiques, plus sophistiquées que les exportations Sud-Nord (IFRI, 1983). Elles touchent même les productions de haute technologie, l'ingénierie. On voit même se dessiner un *redoublement* de la nouvelle division internationale du travail au sein du Sud : l'industrie des machines textiles coréenne commence à équiper les « NPI de deuxième génération » du Sud asiatique.

Ainsi se mettent en place, sinon un régime d'accumulation mondial avec son système complet de formes de régulation, au moins des « bouts de régimes internationaux », des configurations favorables, transitoire et parfois bien fugaces, qui permettent la stabilisation provisoire de flux d'échanges réguliers selon une complémentarité de rencontre entre régimes d'accumulation nationaux. Double fragilité de ces configurations, menacées par les facteurs de crise interne et par la fragilité de la régulation des flux internationaux de marchandises et de capitaux.

Nous ne dirons rien ici des facteurs internes, dont traitent par exemple P. Tissier (1981) et A. Lipietz (1985). Quant à la fragilité de la régulation internationale, elle résulte à la fois du caractère national de la régulation de la conjoncture économique des principaux marchés, en particulier des Etats-Unis, et du caractère, lui aussi national, de la gestion de la principale monnaie internationale, le dollar. Le « choc monétariste » de 1980-1982 eut ainsi des effets désastreux sur plusieurs des NPI, dont la semi-rémission mondiale de 1983-1985 n'effaça pas toutes les cicatrices, alors même qu'il apparait évident que les Etats-Unis ne pourront rester indéfiniment le gigantesque importateur net qui a permis d'activer cette relance.

4 / Pour conclure

Dans les années 1960-1980, un certain nombre de pays ont rompu avec la malédiction qui semblait les condamner au rôle de source de biens primaires, et de débouchés pour les produits industriels du Nord. Au prix d'une révolution industrielle qui a mobilisé toute la force de l'Etat national, avec des régimes politiques particulièrement autonomes vis-à-vis des classes sociales de l'ancien régime, ils ont pu saisir l'occasion que leur offrait une crise du régime central, qui se survivait à lui-même par une expansion « keynésienne » alimentant la surliquidité mondiale.

Tant qu'a duré cette configuration, les théoriciens libre-échangistes du FMI et de la Banque mondiale ont pu observer avec satisfaction des résultats souvent bien supérieurs (en termes de croissance) à ceux obtenus par les divers « socialismes du Tiers Monde » et les adeptes de la substitution aux importations traditionnelle.

Aujourd'hui, la combinaison de causes internes et externes vient briser les miracles et tempérer les enthousiasmes. Qu'à cela ne tienne, disent les apôtres du dogme : ajustez votre demande interne, par l'austérité et la dévaluation, exportez encore plus, remboursez : vous ne vous en inscrirez que mieux dans la future reprise mondiale. Ces apôtres oublient que les formidables compressions qu'ils exigent dans la consommation interne signifie la famine et la mort pour les couches exclues du modèle, la misère pour ceux qui venaient d'y avoir accès. On calcule qu'une telle stratégie impliquerait une baisse du produit par tête de 3,5 % par an de 1985 à 1990, pour un pays comme le Brésil (CEPII, 1984). Les émeutes de la faim ne sont pas finies!

Alors que faire? D'abord, solder les erreurs du passé. Le Tiers Monde ne peut être tenu responsable pour les difficultés de la stratégie de substitution d'exportations où l'ont engagé les banques et le FMI, stratégie menacée chaque année d'être compromise par la stagnation mondiale résultant de politiques récessives ou monétaristes au Nord. Pis : les pays les plus exportateurs, ceux dont le marché intérieur occupe la part la plus faible du produit, seraient les mieux à même de répondre aux exigences d' « ajustement ». Mais si tous les NPI revenaient au niveau de vie de la Corée, cessaient d'importer, et obtenaient au Nord des parts de marché leur permettant de rembourser leurs dettes, il en résulterait pour le Nord un choc récessionniste insupportable. On

retrouve le problème de la dette allemande dans les années trente : elle fut annulée. Une annulation partielle ou un moratoire général de la dette du Tiers Monde risque certes de mettre en faillite les banques du Nord : il n'en sera rien si cette annulation est couverte par une émission de monnaie mondiale, sous forme de DTS par exemple. L'effet inflationniste de cette émission (répartie sur l'ensemble du monde) serait minime, même pour les tenants de l'explication de l'inflation par la masse monétaire[10].

Mais cela ne servirait à rien si l'on reprenait aussitôt le même chemin. Un développement (agro-)industriel stable du Tiers Monde (s'il est souhaité par les intéressés!) n'est concevable que s'il crée son propre marché, si une régulation interne assure dans le même temps une forte croissance de la demande intérieure, si cette croissance choisit un modèle de consommation faiblement importateur.

Macroéconomiquement, pour le Nord, un Sud en croissance rapide faiblement importatrice vaut aussi bien qu'un Sud fortement importateur mais en stagnation. Telle pourrait être la base d'accords de codéveloppement, où le développement maîtrisé des flux d'échange, fondé sur une croissance en phase des marchés intérieurs, pourrait sortir le monde du cercle vicieux des récessions compétitives auquel le condamnent aujourd'hui le libre-échange et le monopole américain de l'émission de la monnaie de crédit mondiale.

Lever ces blocages serait déjà une bonne chose, même si elle n'ouvrait la voie qu'à une généralisation tardive du modèle fordien. Reste que l'adoption d'une variante de ce modèle de développement ne présente pas que des avantages, et induit nécessairement de grands bouleversements écologiques et sociaux qui ne sont pas tous libérateurs. L'invention d'un modèle alternatif de développement reste une hypothèse historiquement ouverte. Mais elle ne saurait être que le fait des peuples eux-mêmes : ce qu'on est en droit d'attendre d'un mode de régulation international est de leur en laisser la liberté.

BIBLIOGRAPHIE

Braudel F. (1980), *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Paris, A. Colin.

CEPII (1984), *Economie mondiale 1980-1990 : la fracture?*, Economica, 1984.

Institut français de Recherches internationales (1982), *Rapport annuel mondial sur les systèmes économiques et les stratégies*, Paris, Economica.

Instituto brasileio de Analises sociais e economicas (1984), *Nordeste : seca, fome e miseria*, miméo., IBASE.

Kowarick L. et Campanario M. (1985), São Paulo, métropole do subdesenvolvimento industrializado : consequençia sociais do crescimento e da crise economica, intervention au symposium *A Metropole e a crise*, São Paulo, mars 1985, miméo., CEDEC.

Lipietz A. (1985), *Miracles et mirages...*, La Découverte.

Madeuf B. et Ominami C. (1984), Nouvelle DIT et keynésianisme planétaire : la fin des illusions, *Economie appliquée*, XIX-6, juin.

Madeuf B., Michalet C.-A., Ominami C. (1984), D'une crise internationale à une crise mondiale, *Critiques de l'Economie politique*, n° 26, janvier.

Michalet *et al.* (1983), *Nationalisations et internationalisation*, Paris, La Découverte.

Myint M. (1972), *Southeast Asia's economy, development policies in the 1970's*, Londres, Penguin Books.

Nayyar D. (1978), Transnational corporations and manufactured exports from poor countries, *The Economic Journal*, March.

Oliveira F. de (1984), Alem a transiçao, aquem a imaginaçao..., intervention au séminaire *Alternativas del desarollo socio-economico en Argentina, Brasil, Chile y Uruguay*, Montevideo, octobre 1984, miméo., CEBRAP.

Rostow W. (1963), *Les étapes de la croissance économique*, trad. franç., Paris, Seuil.

Salama P., Tissier P. (1982), *L'industrialisation dans le sous-développement*, Paris, F. Maspero.

Tissier P. (1981), L'industrialisation dans huit pays asiatiques depuis la fin de la seconde guerre mondiale, *Critiques de l'Economie politique*, n° 14, janvier-mars.

Wallerstein I. (1974-1980), *The modern world system*, New York, Academic Press.

NOTES DU CHAPITRE 7. — Le kaléidoscope des « Sud »

1. Les Anglo-Saxons parlent de « *Newly* industrializing countries », expression bien plus exacte, en ce qu'elle affirme et la réalité inachevée, et la nouveauté du processus d'industrialisation, que le français « Nouveaux Pays Industrialisés ». Nous nous contenterons de l'imprécision grammaticale du sigle.

2. Nous exclurons dans ce chapitre comme dans ce livre le système des pays à régulation centralisée du CAEM, dont certains sont industriellement développés et d'autre non, mais qui forment un système relativement distinct, ayant une assez faible interaction avec son extérieur.

3. Au niveau politique, la validité de la thèse de l'impérialisme et de la dépendance est encore plus nette. Il est vrai que les puissances capitalistes centrales sont, tout au long de l'histoire du capitalisme, intervenues militairement ou plus subtilement pour peser sur les évolutions internes des formations sociales du Sud. Nul ne sait ce que serait devenue Madagascar sans la colonisation française (un Japon de l'océan Indien ?). Mais le rapport entre ces interventions politiques et les intérêts économiques *généraux* des capitalismes centraux n'est pas aussi transparent que l'affirme la thèse de l'impérialisme, et surtout les interventions externes ne sauraient minimiser le poids, déterminant, du résultat des luttes sociales internes aux pays dominés.

4. Voir le n° 100 de la revue *Tiers Monde*, intitulé « Le développement en question ». On sait que la contestation de ce modèle par la « voie chinoise » dans les années soixante n'a pas fait beaucoup d'adeptes, avant d'être reniée par la Chine populaire elle-même.

5. Ces industries de base sont souvent des industries de *process* (cimenterie, sidérurgie, chimie) qui n'obéissent pas aux principes fordiens d'organisation du travail. Néanmoins, l'autonomisation de l'ingénierie ouvre aussi une possibilité *théorique* de disjoindre la conception et la fabrication. En réalité, les usines achetées « clé en main » par ces pays présentent de très hauts taux de panne, faute d'une capacité de maintenance assise sur une expérience industrielle antérieure dans les collectifs de travail, et faute de fabrication locale d'organes de remplacement.

6. Il vaudrait mieux dire « préfordiennes » puisque, même dans ces régions, le rapport salarial n'y est pas (encore ?) de même type que dans le fordisme central.

7. Plate-forme de négociation de la CUT pour la convention salariale 1985 de la métallurgie pour la zone ABC-Campinas-Sao José dos Campos.

8. Voir Michalet *et al.* (1984), Nayyar (1978).

9. C'est le principe même par lequel un mode de régulation assure le bouclage dynamique d'un régime d'accumulation (Lipietz, 1983).

10. Dans les mécanismes inflationnistes, la croissance de la masse monétaire ne joue qu'un rôle permissif. Actuellement, le blocage du remboursement des dettes, en provoquant une hausse du taux d'intérêt réel, suscite une inflation par les coûts que réprime (de manière déflationniste) la rareté des moyens de paiement. L'extension de la liquidité aurait donc des conséquences contradictoires : baisse des coûts, moins de contrainte de réalisation. Même si les secondes l'emportaient, il faut rappeler la faible part de la dette du Tiers Monde ainsi monétisée par rapport à la masse monétaire mondiale actuelle.